



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

16 septembre 2004

Volume 3, Numéro 7

LIGNE DE FOND 1

Différends sur le sucre : Une décision préliminaire du panel de l'OMC donne tort à l'Union européenne 1

L'Argentine et le Brésil proposent un «Agenda pour le Développement» à l'OMPI 4

Le Groupe Spécial de l'OMC sur le coton donne raison au Brésil 5

NOUVELLES DE L'OMC 8

Le Directeur Général consulte les Membres sur les questions controversées de la suppression du système des quotas dans l'industrie textile le 1er janvier 2005..... 8

Amendement Byrd : l'OMC approuve les sanctions contre les lois anti-dumping américaines..... 9

La Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) va créer son union monétaire le 1er juillet 2005 10

SUR LE FIL 11

Le gouvernement tanzanien décide de subventionner les petits producteurs de coton..... 11

OGM : Les experts aboutissent au constat d'une absence de législation sur le continent africain 11

La Zambie opte pour la production de médicaments génériques contre le SIDA..... 12

UE : Peter Mandelson succède à Pascal Lamy au commerce 12

EVÉNEMENTS..... 13

PUBLICATIONS 14

LIGNE DE FOND

Différends sur le sucre : Une décision préliminaire du panel de l'OMC donne tort à l'Union européenne

Un groupe d'experts – panel - de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a donné raison au Brésil, à l'Australie et à la Thaïlande dans le différend qui les oppose à l'Union européenne à propos des subventions accordées aux producteurs européens et des préférences dont bénéficient les pays ACP dans le cadre du protocole qui leur accorde un prix garanti. Même si la décision est encore préliminaire – l'Union européenne devant certainement faire appel – elle a eu pour résultat immédiat de resserrer l'étau autour du régime « sucrier » européen qui, d'après l'Ambassadeur brésilien à l'OMC, Luis Felipe da Seixas Correa, est caractérisé par « des quotas d'importation, des tarifs élevés et un haut niveau de soutien aux prix et aux exportations. »

La victoire provisoire du Brésil et de ses co-plaignants au sein du panel consolide la position en faveur d'une réduction des mécanismes de protection et réaffirme la politique visant à une ouverture du marché européen. L'OMC déclare ainsi illégales les subventions accordées par l'Union européenne.

Cette décision confirme les arguments des plaignants, selon lesquels, l'Union européenne effectue un dumping illégal de millions de tonnes de sucre subventionné sur les marchés mondiaux, ce qui entraîne des manques à manquer de millions de dollars et des pertes injustes de parts de marchés. En effet, selon un rapport d'Oxfam, le dumping de l'UE fait chuter les prix mondiaux et a

mené en 2002 à des pertes au change dans la région de \$494 millions pour le Brésil, \$151 millions pour la Thaïlande et \$60 millions.

Le rapport intérimaire du groupe spécial constate dans ses grandes lignes que : (1) Les exportations de l'UE de 2.7 millions de tonnes de sucre 'C' ou hors quota violent les règles de l'OMC. L'UE prétend qu'il n'y a aucune subvention attachée à ces exportations mais le jury a constaté qu'ils sont en fait subventionnés via des prix garantis élevés payés pour les quotas de sucre. (2) L'UE subventionne aussi la réexportation de 1.6 millions de tonnes de sucre - l'équivalent des importations des pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'Inde. Ces exportations subventionnées excèdent les quantités autorisées par les règles de l'OMC.

La décision finale du jury de l'OMC est attendue en septembre et l'UE aura alors l'occasion de faire appel, ce qui pourrait reporter le résultat final au début de l'année prochaine.

Rappel des faits

Par une lettre datée du 27 septembre 2002, les gouvernements du Brésil et de l'Australie ont saisi l'Organe de Règlement des Différends de l'OMC d'une plainte visant à réduire voire à supprimer les subventions européennes sur le sucre, et à annuler les préférences commerciales pour le sucre des pays ACP. En août 2003, Le Brésil, principal producteur et exportateur mondial de sucre, l'Australie et la Thaïlande ont demandé l'arbitrage de l'OMC, obtenant la constitution d'un panel (groupe spécial) sur les subventions européennes aux producteurs de sucre. Ces trois pays faisaient valoir que les subventions européennes entraînaient des « distorsions graves dans le commerce mondial de sucre ». Dans sa présentation au groupe spéciale, faite en février dernier 2004, le Brésil avait fait valoir que les industries sucrières européennes bénéficiaient de la garantie d'un prix d'intervention pour la production de sucre A et B en contingents et que tout le sucre produit en excédent des contingents de sucre A et B (c'est-à-dire le sucre C) était subventionné et exporté. En ce qui concerne les importations de sucre ACP, le Brésil a accusé l'UE de raffiner le sucre brut

importé, de traiter le sucre blanc qui en résulte comme un excédent intérieur national et grâce à des subventions directes, de réexporter ce sucre vers des pays tiers. Le Brésil a soutenu que l'UE n'incorporait pas ces exportations de sucre dans son calcul des exportations soumises à des engagements de réduction.

Pour convaincre de la pertinence de sa démarche et de la légitimité de sa plainte, le Brésil avait alors analysé la structure du secteur sucrier européen afin de déterminer précisément en quoi elle est en forte- à- faux avec les règles de l'OMC. Les arguments présentés sont les suivants : (1) Les subventions à l'exportation accordée par la CE dépassent le niveau indiqué par les engagements contractés avec l'OMC, conformément à la liste de la CE ; et (2) le prix généralement plus élevé payé aux industries de transformation du sucre de l'UE enfreint les obligations relatives au traitement national contractées en vertu de l'Article III du GATT (selon lequel la production interne de sucre (UE) et les importations de sucre de l'UE doivent recevoir le même traitement). Le Brésil invoque le fait que l'UE enfreint non seulement les engagements de réduction prévus à l'Article 8 de l'Accord sur l'agriculture, mais aussi l'Article 3.1 de l'Accord sur les subventions.

Ces arguments s'appuient en outre sur le fait que les subventions accordées au sucre, supposant que le prix intérieur garanti plus élevé peut être considéré comme une modalité de subvention, vont à l'encontre des politiques de libre échange mises en place par l'UE dans d'autres secteurs.

Réactions européennes

L'Union européenne promet d'étudier attentivement le rapport intérimaire ainsi que ses options avant de répondre, a affirmé Arancha Gonzalez, porte-parole du commissaire européen pour le commerce. La CE semble ainsi avoir pris pour option des respecter la confidentialité du rapport jusqu'à ce qu'il soit rendu public par l'OMC en automne prochain. Une source proche de la CE indique toutefois que cela va plutôt aider l'UE, même si, a-t-il ajouté, la commission ne manquera pas de faire appel pour gagner du temps

en attendant la mise en œuvre de sa réforme qui de toute façon était prévue pour être appliquée à partir de 2005.

Sur le plan des arguments à démarche, on ne dispose pas pour l'heure d'éléments sur un éventuel changement de position de l'UE par rapport ceux qu'elle avait opposés aux plaignants. En effet, en répondant aux arguments brandis par le Brésil, l'UE avait, dans sa stratégie de défense, affirmé que les parties plaignantes n'avaient pas émis d'objections lorsqu'elle avait, au préalable, demandé une exemption pour le sucre durant le Cycle d'Uruguay de négociations commerciales, qui avait pris fin officiellement en 1994. En soutenant que l'excédent de sucre découlant des contingents de production sucrière européenne constituaient une subvention à l'exportation, le Brésil s'appuyait, selon l'UE, sur le précédent établi par une décision de l'Organe d'appel dans un différend initié par les Etats-Unis contre le régime d'exportation de produits laitiers du Canada. Cette décision de l'Organe d'appel avait confirmé une conclusion du groupe spécial selon laquelle le Canada avait violé les règles de l'OMC en fournissant du lait à bas coût aux industries laitières pour l'exportation.

Le représentant de l'UE auprès de l'OMC Carlo Trojan avait affirmé que les plaintes des trois nations risquaient « d'introduire un facteur d'instabilité pour de nombreux pays dépendant du commerce du sucre » et pouvaient avoir un effet négatif sur les négociations commerciales du cycle de Doha, en cours à l'OMC. A sa suite, les commissaires européens chargé de l'agriculture, Franz Fischler, et du Commerce, Pascal Lamy, avaient aussi vivement critiqué l'option brésilienne de saisir l'ORD. Pour le premier, « cette remise en cause de la situation existante est difficile à comprendre. L'objectif poursuivi n'est rien moins qu'une attaque contre la politique de Développement de l'UE. Ne nous y trompons pas : les plaintes déposées par le Brésil, l'Australie et la Thaïlande risquent de mettre en danger les bénéfices apportés par le régime européen à beaucoup de pays en voie de développement dépendant du sucre, spécialement les pays ACP. Et

pour couronner le tout, ces pays remettent en cause les engagements souscrits par tous les membres de l'OMC lors du cycle de l'Uruguay ». Son collègue Lamy avait adopté la même stratégie, estimant que « l'action engagée devant l'OMC risque non seulement de déstabiliser les économies de certains petits pays ACP tributaires du commerce du sucre, mais aussi de créer un rideau eau de fumée destiné à masquer les véritables causes de la dépression actuelle des cours mondiaux du sucre. Nous les défendrons avec détermination devant l'OMC » avait-il fini par prédire.

Inquiétudes dans les pays ACP

Aujourd'hui, il semble que la stratégie de défense de l'UE n'ait pas prospéré et la détermination évoquée par Lamy paraît pour le moment insuffisante à contrer les arguments du Brésil, de l'Australie et de la Thaïlande qui ont été suivi par le panel. Si la décision se confirme, ce qui est fort probable au vu de la pratique en la matière, l'Union européenne ne sera pas seule à faire face aux effets induits par les mesures d'adaptation de son régime sucrier aux règles de l'OMC. Peut être plus que l'UE, les pays ACP, au premier rang desquels se trouve l'Ile Maurice, pourrait sentir directement les contrecoups de la bataille sur le sucre. En effet, au-delà du régime sucrier européen, la décision du groupe spécial affectera inéluctablement le protocole du sucre, l'un des plus importants composants de la convention de Lomé, signé avec 16 pays ACP, qui stipule que l'UE pourra importer 1,3 million de tonnes de sucre chaque année, à des prix très proches des prix élevés reçus par les fermiers producteurs de sucre de betterave de l'UE. Si cette plainte devait aboutir, elle entraînerait des restrictions encore plus sévères imposées par l'OMC sur les exportations européennes de sucre, réduisant, dans le même temps, les restitutions à l'exportation d'un montant équivalent à celui des importations communautaires préférentielles de sucre en provenance des pays ACP. Cela n'entraînera pas forcément une révision à la baisse du quota ACP, mais pourrait forcer les Etats membres de l'UE à accélérer la réforme du secteur, avec à la clé, l'abandon du soutien au prix au profit des paiements d'aides directes. Une telle réforme

compromettrait directement les préférences commerciales accordées sur le sucre aux pays ACP, puisque Commission européenne estime qu'une baisse de 25 % du prix du sucre européen engendrerait pour les exportateurs ACP une perte de revenu d'environ 250 millions d'euros par an. Pour se prémunir, les pays ACP, soutenus par le G90, ont évoqué en juillet dernier, l'idée d'une « compensation totale » à la baisse des prix garantis de l'UE et des mesures de sauvegarde pour leurs exportations de sucre.

Un pays comme l'Ile Maurice, qui bénéficie du plus important quota d'importation dans le marché de l'UE serait profondément touché par la réforme du régime du sucre en Europe. Des 650.000 tonnes de sucre produites par an, à peu près 500.000 vont dans l'Union européenne. Depuis la fin des années 1970, près de 90% des revenus d'exportation du pays ont été réalisés dans le secteur du sucre. Dans le même temps, le pays a fait des efforts énormes pour diminuer sa dépendance économique vis-à-vis du sucre. Il a diversifié autant le secteur du sucre lui-même (en offrant des qualités spéciales de sucre) que d'autres secteurs (en établissant une industrie textile). Bien que ces efforts soient un succès, le sucre continue de jouer un rôle important dans l'économie du pays. En 1993, les ventes de sucre représentaient 28% de tous les gains d'exportation. Aujourd'hui encore, 75% de la terre cultivable est utilisée pour la culture de la canne à sucre. 35.000 petits agriculteurs en vivent. Etant donné les conditions géographiques naturelles et la culture de petite échelle, il est presque impossible de compenser la chute des prix en diminuant les coûts de production.

Sources: Notes ICTSD ; AFP ; AP ; l'Express (Ile Maurice) ; Oxfam International

L'Argentine et le Brésil proposent un «Agenda pour le Développement» à l'OMPI

Dans un communiqué daté du 26 août 2004, le Secrétariat de l'Organisation Mondiale de la

Propriété Intellectuelle a déclaré avoir reçu une proposition officielle de l'Argentine et du Brésil relative à l'établissement d'un plan d'action de l'OMPI pour le développement. Ces pays demandent que cette proposition soit distribuée et ajoutée à l'ordre du jour de la 31e session de l'assemblée générale de l'OMPI qui se tiendra à Genève du 27 septembre au 5 octobre 2004.

Ce plan d'action risque fort, selon les observateurs, de provoquer des débats nourris et passionnés au sein de l'OMPI. En effet, ce plan remet en question la nature même de l'organisation invitant celle-ci à s'inspirer des grands objectifs de développement que les Nations Unies se sont fixés. Les Nations Unies ont adopté les objectifs du Millénaire en matière de développement, témoignage de la ferme volonté de communauté internationale de s'attaquer aux grands problèmes auxquels sont confrontés les PVD et les PMA. Le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010, le consensus de Monterrey, la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable et le Plan de mise en œuvre arrêté lors du Sommet mondial pour le développement durable, la déclaration de principes et le plan d'action de la première phase du Sommet mondial sur la société de l'information et, plus récemment, le consensus de Sao Paulo adopté à la 11e session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement placent tous le développement au cœur de leurs préoccupations et de leur action. Il en va de même du cycle de négociations commerciales multilatérales de Doha lancé par l'OMC. En tant que membre des Nations Unies, l'OMPI doit déjà tenir compte des engagements et résolutions des autres organismes du système, mais la proposition de l'Argentine et du Brésil veut faire un pas de plus et souhaite faire du développement un élément essentiel du programme de travail de l'OMPI.

Mise à part cette volonté d'intégrer la question du développement dans le système de la propriété intellectuelle (proposant même en ce sens une modification de l'article 3 de la Convention de 1967 amenant ainsi le développement à faire expressément partie des objectifs et des fonctions

de l'Organisation), le plan d'action propose également la création d'un comité permanent de la propriété intellectuelle et du transfert de technologie qui serait chargé d'examiner les mesures à prendre pour assurer efficacement ce transfert au profit des PVD et des PMA. L'OMPI mène actuellement des activités d'établissement de normes au sein de divers comités techniques. Les délibérations en cours concerne un projet de Traité sur le droit matériel des brevets (SPLT) au sein du Comité permanent du droit des brevets (SCP), comité devant, selon les souhaits de l'Argentine et du Brésil, tenir davantage compte des besoins spécifiques des pays en voie de développement. Par ailleurs, les membres du SCP devraient s'efforcer de parvenir à un résultat préservant les clauses d'intérêt public et d'adaptation. Des dispositions relatives aux « objectifs et principes », inspirées des articles 7 et 8 de l'Accord sur les ADPIC devraient en outre être incorporées dans le SPLT et les autres traités en cours à l'OMPI. Rappelons ici que l'article 7 souligne la nécessité d'assurer un équilibre entre la protection des droits de propriété intellectuelle d'une part, et la promotion de l'innovation, le transfert et la diffusion de la technologie "d'une manière propice au bien-être social et économique" d'autre part. L'article 8 souligne le droit des membres à adopter des mesures visant à protéger la santé publique, à éviter l'usage abusif des droits de propriété intellectuelle et à éviter le recours à des pratiques préjudiciables aux transferts internationaux de technologie, à condition que ces mesures soient compatibles avec les dispositions de l'ADPIC.

Parmi les autres propositions du plan d'action, on notera encore le souhait de voir l'OMPI organiser en coopération avec l'OMC et la CNUCED, un séminaire international sur la propriété intellectuelle et le développement qui associerait activement toutes les parties prenantes concernées, en particulier les ONG d'intérêt public, la société civile et les milieux universitaires.

Les pays en développement ont accueilli favorablement l'idée de débattre du plan d'action pour le développement proposé par l'Argentine et le Brésil -ceux-ci travaillant ces jours à l'obtention

d'un large soutien des PVD, mais il est cependant trop tôt pour présager de la tournure des événements lors des futures joutes verbales qui ne manqueront pas d'animer les assemblées de l'OMPI.

Pour visionner en français la proposition de l'Argentine et du Brésil, voir sous:

http://www.wipo.int/documents/fr/document/govbody/wo_gb_ga/doc/wo_ga_31_11.doc

Sources : notes ICTSD, OMPI

Le Groupe Spécial de l'OMC sur le coton donne raison au Brésil

C'est devenu officiel. L'Organe de règlement des différends de l'OMC a reconnu illégales les subventions américaines sur le coton et a enjoint les Etats Unis à prendre des mesures appropriées pour les retirer ou éliminer les effets défavorables qu'ils ont causés au préjudice du Brésil. Le Rapport intérimaire du 26 avril dernier a été confirmé et notifié aux parties – Brésil, Etats Unis – le 10 juin 2004

http://www.ictsd.org/pass_synthese/04-04/story1.htm.

Le Rapport final du Groupe Spécial a été mis à la disposition du Public le 8 Septembre dernier http://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/267r_a_f.doc

Prétentions des Parties

La principale revendication du Brésil dans ce différend résultait du fait que des mesures de soutien interne américaines ont un réel effet de distorsion sur le commerce. A ce titre, le Brésil voudrait les voir considérer comme des subventions incompatibles avec certaines obligations contractées par les Etats-unis dans le cadre de l'Accord sur l'agriculture, de l'Accord Sur les subventions et les mesures compensatoires et du GATT de 1994.

Le Brésil demandait au Groupe Spécial d'apprécier la réalité du préjudice qu'il subit tout en se prononçant sur les menaces de préjudices à moyen ou long terme. Pour le Brésil, le préjudice actuel ou à venir subi par ses cotonculteurs s'appuie principalement sur trois éléments : les subventions américaines de la campagne 1999-2002 empêchent la hausse des prix du marché mondial dont il pourrait bénéficier. Ensuite, la part de marché du coton détenue par les Etats-Unis s'en trouve augmentée ; et enfin cette part des exportations détenues par les Etats Unis n'est pas équitable du fait du soutien massif. En conséquence, le Brésil demandait au Groupe Spécial de recommander aux Etats Unis de retirer leur versements à l'exportation et les garanties de crédit à l'exportation. La demande de retrait concernait également les versements « intérieurs » au titre du programme Step 2.

Les Etats-Unis soutenaient pour leur part que leurs programmes de garantie du crédit à l'exportation pour le coton Upland et leurs programmes de garantie du crédit à l'exportation pour tous les produits de base agricoles admissibles ne sont pas des subventions à l'exportation au sens de l'Accord sur l'agriculture, ne sont pas incompatibles avec les articles 10:1 et 8 du même accord et ne sont surtout pas des subventions à l'exportation prohibée.

Qualification du désaccord

A la lumière de ces prétentions croisées, les mesures américaines expressément mises en cause sont les versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2) en faveur des utilisateurs nationaux et des exportateurs; les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation; les versements directs; les versements anticycliques et les versements au titre de l'assurance-récolte. Dès lors, problème juridique posée est celui de savoir quel est leur réel valeur de distorsion du commerce international, et en conséquence si elles sont légales au regard de l'Accord sur l'Agriculture et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Argumentation du Groupe Spécial

Le Groupe Spécial s'est appuyé sur quatre arguments majeurs pour aboutir à sa décision finale.

D'abord, il estime que les mesures de soutien interne des États-Unis examinées accordent un soutien pour un produit spécifique – en l'occurrence le coton - qui excède celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992 et ne satisfont donc pas aux conditions énoncées au paragraphe b) de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture. En conséquence, elles ne sont donc pas exemptées des actions fondées sur le paragraphe 1 de l'article XVI du GATT de 1994 ou sur les articles 5 et 6 de l'Accord SMC.

Ensuite, le Groupe Spécial affirme que les garanties de crédit à l'exportation des États-Unis au titre des programmes de garantie du crédit à l'exportation sont des subventions à l'exportation appliquées d'une manière qui entraîne un contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation des États-Unis, au sens de l'article 10:1 de l'Accord sur l'agriculture. En conséquence, elles sont incompatibles avec l'article 8 de l'Accord sur l'agriculture.

En outre, les garanties de crédit à l'exportation des États-Unis au titre des programmes de garantie du crédit à l'exportation sont mises en place par les pouvoirs publics des États-Unis à des taux de primes qui sont insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion des programmes.. A ce titre, elles constituent des subventions à l'exportation en soi prohibées par l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC.

Enfin, la loi américaine prévoyant des versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2) en faveur des exportateurs de coton upland est une subvention à l'exportation pour le coton qui est un produit non inscrit dans la liste des exemptions. Il est donc incompatible avec les obligations des États-Unis au titre des articles 3.3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture.

Décision finale du Groupe Spécial

Suite à cet argumentaire, le Groupe Spécial reconnaît l'existence d'un Préjudice Grave pour le Brésil aux motifs que les subventions des États-Unis qui sont impératives et subordonnées aux prix – versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2), versements contracycliques – ont pour effet d'empêcher des hausses de prix sur le même marché mondial dans une mesure notable.

Le Bémol à apporter à ce constat est que ce ne sont pas toutes les mesures d'aides américaines qui ont été sanctionnées. En effet, il n'a pas pu être établi que les versements au titre de l'assurance-récolte et les versement directs avaient pour effet d'empêcher des hausses de prix sur le même marché mondial dans la même mesure. Et surtout, il n'a pas pu être démontré que les subventions américaines avaient pour effet l'accroissement des parts de marché des États Unis.

Au total, le Groupe Spécial estime que l'effet d'empêcher la hausse des prix sur le marché mondial est suffisant pour accréditer l'existence d'un préjudice grave pour le Brésil et déterminer les conséquences juridiques qui en découlent. Les Etats Unis sont appelés à revoir leurs mesures de garanties de crédit à l'exportation et leurs versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2) en faveur des exportateurs de coton upland pour les rendre conformes à l'Accord sur l'agriculture. Mieux, au titre de l'accord sur les subventions et les mesures compensatoires, les États Unis doivent retirer ces séries de mesures précitées - mesures de garanties de crédit à l'exportation et leurs versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs – . Pour cela, le Groupe Spécial leur imparti un délai qui n'ira pas au delà de six mois suivant la date d'adoption de son rapport ou du 1er juillet 2005 (si cette date est plus rapprochée). Pour le surplus, eu égard au fait qu'il a été déterminé qu'une subvention a causé des effets défavorables pour les intérêts du Brésil, les États-Unis ont l'obligation de prendre des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou retirer leurs subventions incriminées.

Tierces Parties africaines

Le Bénin et le Tchad ont été tierces parties à ce différend au même titre que les Communautés Européennes. Ces dernières ont entrepris une démarche en vue de bénéficier de droits de tierces parties étendus et avoir sensiblement les mêmes prérogatives que les parties principales que sont le Brésil et les États Unis. Les CE demandaient que les déclarations orales faites par les principales parties à la première réunion de fond soient portées à leur connaissance et que le Groupe spécial invite les parties à fournir aux tierces parties des copies de leurs déclarations orales et de leurs réponses aux questions du Groupe spécial. Celui-ci a répondu négativement à ces deux demandes de droits additionnels.

Les situations du Bénin et du Tchad, qui sont tous les deux des PMA, ont été mentionnées par le Groupe Spécial qui annonce s'être aussi référé à leurs arguments. Le Bénin a fourni une communication écrite détaillée et a présenté une déclaration orale à la première séance de la première réunion du Groupe spécial. Il a fourni des réponses écrites aux questions posées par le Groupe spécial. Ensuite, les deux pays ont rédigé conjointement une communication écrite détaillée et ont présenté des déclarations orales séparées à la reprise de la séance de la première réunion du Groupe spécial. Ils ont fourni conjointement des réponses écrites aux questions posées par le Groupe spécial.

Il convient cependant de rappeler que pour ces pays africains, la posture de tierce partie adoptée limite les résultats attendus de la décision du Groupe Spécial. A l'OMC, le résultat d'un différend n'est contraignant que pour les principales parties. Dans le cas d'espèce, cela signifie que les États-Unis doivent appliquer la décision d'une manière non discriminatoire par rapport aux autres Membres de l'OMC. Mais, en vertu de l'article 21.5 du Mémorandum d'accord, seul le plaignant, le Brésil, peut demander à un Groupe spécial de vérifier si toute nouvelle mesure adoptée est conforme aux règles de l'OMC. Par ailleurs, seul le Brésil peut négocier une compensation en cas de non-respect des décisions

par les États-Unis. Seul le Brésil peut demander la permission d'adopter des mesures de rétorsion au cas où les décisions et les recommandations du Groupe spécial n'étaient pas mises en œuvre.

http://www.ictsd.org/pass_synthese/04-04/story1.htm

NOUVELLES DE L'OMC

Le Directeur Général consulte les Membres sur les questions controversées de la suppression du système des quotas dans l'industrie textile le 1er janvier 2005

Le Directeur général de l'OMC, M. Supachai Panitchpakdi, a tenu début août, des consultations informelles avec divers Membres au sujet de la demande formulée par M. le Ministre J.K. Cuttaree (Maurice). Ce dernier souhaitait que le Conseil du commerce des marchandises (CCM) de l'OMC se réunisse d'urgence pour examiner les coûts d'ajustement liés à la suppression des contingents devant entrer en vigueur le 1er janvier 2005, conformément à l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements (ATV). M. Supachai a expliqué qu'il avait organisé ces consultations en vue de trouver le moyen le plus approprié ou le plus pratique pour répondre aux préoccupations exprimées par Maurice.

L'ATV a été prévu en 1995 comme un mécanisme transitoire, en vue de l'élimination progressive des quotas dans le secteur des textiles et de l'habillement à la fin de l'année 2004. Cette date marque en effet la fin d'accords vieux de plus de 40 ans qui réglementaient jusqu'à présent le commerce du textile. Ils seront remplacés par les règles de libre-échange en vigueur à l'OMC. A la base de cette initiative, se trouvent, ironiquement, les pays en voie de développement. Ceux-ci pensaient en 1994, que les grandes puissances économiques, aux coûts élevés de production, ne pourraient rivaliser avec les pays ayant une main d'œuvre bon marché. Le climat économique a pourtant bien changé depuis, avec la brusque

montée en puissance des industries indiennes et brésiliennes ainsi que la part toujours plus importante des textiles chinois suite à l'entrée de ce pays dans l'OMC en novembre 2001.

Le Ministre mauricien des affaires étrangères et du commerce a mis en garde le directeur exécutif de l'OMC, contre les dangers encourus par les petits pays producteurs de textile ; ceux-ci risquant de perdre des centaines de milliers d'emplois dans un secteur de l'industrie textile désormais abandonné à une poignée de grands producteurs. M. Supachai a également informé les Membres que les Ministres bangladais et népalais lui avaient chacun adressé une lettre dans laquelle ils faisaient part de préoccupations analogues à celles exprimées par Maurice.

Ces craintes se sont exprimées en mars dernier à travers la Déclaration d'Istanbul signée par la Turquie, les Etats-Unis et le Mexique et soutenue depuis par pas moins de 90 organisations de 47 pays des 5 continents. Elle propose de prolonger de trois ans jusqu'au 1 janvier 2008 les quotas du textile et de l'habillement qui doivent en principe être suspendus le 1 janvier 2005. Cette prolongation veut éviter qu'un monopole chinois apparaisse au niveau du commerce mondial du textile et de l'habillement. La campagne pour suspendre l'expiration du système des quotas a également reçu l'appui des fabricants US et des syndicats. Ils craignent d'être inondés par des importations à bas prix et les candidats à la Maison-Blanche sont donc priés de sauver les 600 000 emplois menacés par la concurrence chinoise. L'Union européenne ainsi que plusieurs pays exportateurs du Sud voudraient également retarder l'entrée en vigueur de l'accord qui élimine le protectionnisme dès l'année prochaine.

Dans son rapport de la mi-août intitulé "The Global Textile and Clothing Industry post the Agreement on Textiles and Clothing", l'OMC détaille ces futurs changements. Elle souligne effectivement l'augmentation des parts de marché de la Chine et de l'Inde mais insiste sur le fait que les pays avec un grand potentiel de consommateurs ne s'en tireront pas si mal ; l'Amérique latine et centrale,

l'Europe de l'Est restant dans des positions plutôt fortes. Quant à l'Afrique sub-saharienne et aux pays bénéficiant actuellement de traitements différenciés, ils seront les grands perdants de la fin du système des quotas. L'OMC souligne également le déclin proclamé à long terme de l'industrie textile de l'UE et des Etats-Unis. Concernant la Chine, le tableau n'est pas tout rose puisque quelques compagnies de textile chinoises ont fait part de leurs inquiétudes face à la baisse des prix à l'exportation de leurs produits (- 30 % au cours des 5 dernières années). De plus, le pays souffre encore d'un manque de force dans les secteurs de la mode et du design. Enfin, quelques autres pays pourraient également s'engouffrer dans la brèche et concurrencer la Chine ; c'est le cas de l'Inde évidemment mais également du Pakistan et du Vietnam.

Tout en affirmant que "la mise en œuvre globale de l'ATV générerait des gains considérables en matière de prospérité et d'efficacité pour l'économie mondiale, ainsi que des avantages pour les consommateurs", M. Supachai s'est dit conscient des problèmes d'ajustement qui se posaient et a proposé, malgré des réactions mitigées, que les Etats membres de l'OMC se réunissent le 1er octobre lors de la session ordinaire du CCM, offrant ainsi l'occasion aux Membres de faire part de leurs préoccupations concernant la suppression des contingents à la fin de l'année et leurs craintes vis-à-vis des géants du domaine textile tels l'Inde ou la Chine.

Sources : Notes ICTSD, Le Temps, OMC

Amendement Byrd : l'OMC approuve les sanctions contre les lois anti-dumping américaines

Les médiateurs de l'Organisation Mondiale du Commerce ont donné le feu vert à l'UE, au Brésil, au Canada, au Chili, à l'Inde, au Japon, au Mexique et à la Corée du Sud pour imposer des sanctions à l'égard des USA, ceux-ci n'ayant pas abrogé leurs lois anti-dumping. Il s'agit plus

précisément d'un amendement (« Byrd amendment » du nom du sénateur démocrate de Virginie-Occidentale Robert Byrd) approuvé en octobre 2000 par le Congrès, permettant au gouvernement de verser aux entreprises américaines qui se disent victimes de dumping le produit des mesures antidumping prises à l'encontre des sociétés étrangères. Quelque 561 millions de dollars ont ainsi été reversés à des entreprises américaines en 2001 et 2002. Les pays cités précédemment ont plaidé avec succès devant l'OMC contre cette réglementation, en arguant qu'elle revenait à distribuer des aides déguisées à des producteurs américains de roulements à billes, d'acier, de bougies, de pâtes alimentaires et de fruits de mer, entre autres.

La Commission européenne a précisé que la décision de l'OMC autorisait des sanctions d'un montant supérieur à 150 millions de dollars mais Pascal Lamy, le commissaire au Commerce, a expliqué que l'Union n'avait pas encore pris de décision sur la mise en application effective de sanctions à l'encontre de produits américains. "Les instruments de défense commerciale constituent un outil légitime mais ils doivent respecter les règles de l'OMC. Il est clair que l'amendement Byrd est une réponse au dumping et aux subventions incompatible avec l'OMC, et donc qu'il doit disparaître. J'espère que les Etats-Unis vont désormais agir pour supprimer cette mesure et éviter ainsi le risque de sanctions", a-t-il ajouté.

« Les États-Unis se conformeront à leurs obligations au sein de l'OMC, et le gouvernement travaillera étroitement avec le Congrès de façon à soutenir l'emploi et les travailleurs américains » a répliqué Christopher Padilla, porte-parole du représentant américain au Commerce. Le président américain George W. Bush a proposé de supprimer la réglementation en cause mais il a suscité une vive opposition des républicains comme des démocrates du Congrès, qui estiment que l'OMC outrepassse ses attributions. Si le Congrès reste sur ses positions et refuse d'abolir l'amendement Byrd, les pays plaignant pourront, en vertu de la décision de l'OMC, augmenter leurs taxes à l'importation sur les produits américains pour un montant

équivalent à 72 % des sommes perçues par les Américains auprès des entreprises étrangères.

Ces jours-ci, à Washington, la cote de popularité de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est au plus bas. "Au Sénat et au Congrès, l'OMC est de plus en plus considérée comme une nouvelle ONU, une organisation multilatérale antiaméricaine", explique un expert américain à Genève à propos du nouveau revers infligé aux Etats-Unis par l'Organisation le 31 août. Par ailleurs, note-t-on à Genève, le Congrès n'a toujours pas réformé la loi FSC (Foreign Sales Corporation), qui accorde des exonérations fiscales aux sociétés exportatrices basées aux Etats-Unis. Une loi également condamnée par l'OMC, qui a autorisé Bruxelles à imposer aux produits américains une surtaxe d'une valeur de 4 milliards de dollars. Dans cette série de condamnations des pratiques américaines figure aussi la décision prise, en novembre 2003, par l'OMC, concernant l'acier, un dossier aussi important pour les Etats-Unis que l'agriculture pour les Européens et le riz pour le Japon. L'OMC avait autorisé les Européens et sept autres pays à prendre des sanctions record de 2,2 milliards de dollars en représailles aux surtaxes américaines sur l'acier. Quelques semaines plus tard, le président Bush avait annoncé la levée de ces surtaxes. "Il serait peut-être plus simple de quitter l'OMC plutôt que de subir des défaites humiliantes de la part d'une organisation que nous avons nous-mêmes créée et qui s'est désormais retournée contre nous", a déclaré sous couvert d'anonymat un diplomate américain.

Sources : Notes ICTSD, Reuters, Le Monde

La Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) va créer son union monétaire le 1er juillet 2005

Les chefs d'Etat ou représentants des cinq pays de la Zone monétaire d'Afrique de l'Ouest (ZMAO), réunis en sommet à Conakry, ont fixé au 1er juillet 2005 le lancement de leur union monétaire (la nouvelle monnaie unique a été baptisée ECO),

selon le communiqué final de ce sommet. La ZMAO, créée fin 2000, regroupe la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Nigeria et la Sierra Leone. Ces pays n'appartiennent pas à la zone franc, mais sont membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO).

Le sommet, le septième depuis la création de la ZMAO, a regroupé à Conakry les présidents Yahya Jammeh (Gambie), Ahmad Tejan Kabbah (Sierra Leone) et Olusegun Obasanjo (Nigeria) autour de leur homologue guinéen Lansana Conté. Le chef de l'Etat ghanéen, John Kufuor, président en exercice sortant, a été représenté aux travaux par son ministre chargé de la Coopération régionale et du NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique), Kouadu Apraku. Des experts du Cap-Vert et du Liberia y ont participé en tant qu'observateurs.

Selon le communiqué final de la rencontre, les pays de la ZMAO doivent s'efforcer, avant juillet 2005, de remplir les critères de convergence nécessaires à l'union monétaire. Les dirigeants de la ZMAO ont par ailleurs réaffirmé leur engagement à assurer une mise en oeuvre effective des programmes de la CEDEAO sur la libre circulation des personnes et des biens, ainsi que la libéralisation des échanges. Ils ont estimé que cette mise en oeuvre facilitera la naissance de la monnaie unique de la CEDEAO, prévue lorsque la ZMAO aura réalisé son union monétaire. A terme, la ZMAO devrait fusionner avec l'Union économique et monétaire de l'Afrique ouest-africaine (UEMOA), qui regroupe 8 pays de la CEDEAO ayant en commun le franc CFA comme monnaie. Le sommet a par ailleurs adopté la recommandation du Conseil de convergence d'installer à Abuja le siège de l'Autorité de supervision financière de l'Afrique de l'ouest (ASFAO, chargée de la comptabilité de la ZMAO) et à Conakry, celui du secrétariat de la ZMAO.

"Malgré de nombreuses difficultés et des contraintes de plusieurs ordres, les performances de nos économies se sont globalement améliorées. Cependant, beaucoup reste à faire pour atteindre l'étape de l'intégration monétaire", a estimé à

l'issue du sommet le président Lansana Conté, élu président en exercice de la ZMAO pour un mandat d'un an. "L'année 2005 est une année décisive, car elle va consacrer le lancement officiel de la nouvelle monnaie (de la ZMAO), qui va réduire la volatilité des termes de changes existants", avait de son côté déclaré à l'ouverture des travaux le ministre ghanéen, Kouadu Apraku. "Elle permettra aussi à nos industries de se développer et de barrer le chemin aux spéculateurs, permettant ainsi à nos différents Etats d'économiser des devises dans leurs transactions", a ajouté M. Apraku.

Sources : Notes ICTSD, AFP

SUR LE FIL

Le gouvernement tanzanien décide de subventionner les petits producteurs de coton

A la suite de la diminution drastique du prix du coton durant le dernier mois, le gouvernement tanzanien a décidé de subventionner les petits producteurs de coton à hauteur de \$9.5 millions. Concrètement, cela représente un gain de 2.5 cent de plus par kilo produit. Cette décision fera date dans l'histoire de ce pays puisqu'il s'agit de la première subvention jamais versée le gouvernement tanzanien, celui-ci écoutant par le passé scrupuleusement les recommandations de la Banque Mondiale et du FMI.

Malgré un coût de production inférieur à 30 US cents par kilo, la surproduction mondiale de coton (estimée par l'International Cotton Advisory Committee à 800'000 tonnes pour 2004-2005) fait baisser les prix ; les agriculteurs tanzaniens ne touchant plus que 25 US cents par kilo. Cette hausse de la production globale de coton de plus de 8%, est principalement due l'entrée sur le marché de la production chinoise.

Les fermiers tanzaniens peuvent s'attendre à des jours difficiles car sur les 28 millions de tonnes de coton produits dans le monde, 7.8 millions sont

estimés être de la surproduction ; la Tanzanie participant elle-même à ce mouvement puisque sa production a augmenté dramatiquement à 500'000 balles cette année, loin devant sa production de l'année 2003-2004.

Notes : ICTSD, TRALAC

OGM : Les experts aboutissent au constat d'une absence de législation sur le continent africain

Depuis le protocole de Carthagène, signé en 2000, qui a introduit des contrôles dans le commerce des OGM, les pays peuvent décider l'acceptation ou non de l'utilisation de ces organismes. Cet accord est fondamental dans le droit international de l'environnement car il reconnaît pour la première fois le principe de précaution (règle de décision politique en l'absence de certitudes scientifiquement établies limitant, encadrant ou empêchant certaines actions potentiellement dangereuses, sans attendre que leur danger éventuel soit scientifiquement établi de façon certaine). Le Protocole de Carthagène offre le droit, pour un Etat, de refuser l'importation d'OGM en cas de doute sur leur innocuité. Il reconnaît que les OGM sont porteurs de risques spécifiques et fixe les conditions dans lesquelles doivent s'effectuer les mouvements transfrontaliers d'OGM. Si au niveau international, le protocole de Carthagène est une étape décisive sur la question des OGM, on note une grande diversité dans l'avancement des législations nationales.

Réunis à Jinja, Ouganda en juillet, biologistes et juristes d'Egypte, d'Ouganda, du Kenya, de Tanzanie, de Zambie et du Zimbabwe, ont mis en garde les pays africains contre les dangers de l'absence dans leur législation de règles liées aux OGM. La réunion de Jinja s'est plus spécifiquement occupée de savoir comment rédiger et structurer les lois concernant ce problème, soulevant par ailleurs l'importante question de la responsabilité en cas de dommage dû à un produit modifié. Ces experts craignent que les pays

d'Afrique perdent l'initiative dans le contrôle des effets des biotechnologies sur le continent. Dans l'Afrique sub-saharienne, seule en effet l'Afrique du Sud possède des articles législatifs sur le sujet ; l'Ouganda, la Tanzanie et le Kenya finalisant encore leur politique vis-à-vis des OGM. Résumant la confusion régnant dans ces pays, Gober Tumushabe, directeur exécutif de l' « Advocates Coalition for Development an Environment », basée à Kampala, Kenya, a déclaré : « Les pays sont à différents stades d'avancement et le tracé est peu clair. Il y a plusieurs haltes le long du chemin et vous vous arrêtez quand il y n'a plus de crédits. La destination finale peut elle-même changer. » De son côté, le Dr John Mugabé, Premier Secrétaire de la Commission des sciences et technologies du New Partnership for Africa's Development (NEPAD) a annoncé que 30 millions de dollars canadiens seraient injectés pour soutenir la recherche biotechnologique, ce montant devant normalement venir s'ajouter à la promesse faite par les gouvernements des 3 pays d'Afrique de l'Est de contribuer à cet effort pour un montant correspondant à 2 % de la recette de leur production domestique brute, promesse qui , à ce jour, n'a pas été tenue.

Sources : ICTSD, TRALAC

La Zambie opte pour la production de médicaments génériques contre le SIDA

Dans le but de permettre aux compagnies zambiennes de produire des médicaments génériques luttant contre le virus du SIDA à moindre coût, la Zambie a déclaré la lutte contre le sida "urgence nationale". Selon les règles de l'OMC, les pays doivent en effet déclarer une situation d'urgence nationale pour produire et distribuer des médicaments génériques. Ceux-ci ne peuvent être exportés et les firmes doivent obtenir une autorisation écrite pour les produire.

Le gouvernement zambien a déclaré qu'il prévoyait fournir des traitements anti-rétroviraux (ARV) à 100 000 patients atteints du virus VIH (SIDA) d'ici

la fin 2005, soit une augmentation très forte par rapport aux 12 000 patients qu'il traite actuellement. Le ministre zambien de la Santé, Brian Chituwo, a fait cette déclaration à Lusaka en présentant le programme national 2004-2005 pour l'augmentation des traitements. Ce plan, qui prévoit également la réduction des frais du patient à un dollar seulement, s'inscrit dans une initiative au niveau mondial pour apporter des thérapies ARV à 3 millions de personnes dans des pays aux ressources limitées. Cette initiative a reçu le nom de "3 pour 5", et s'est fixé pour délai la fin 2005.

Le programme zambien bénéficie en outre d'aides financières du Fonds mondial pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, ainsi que de la Banque mondiale, et doit recevoir des fonds supplémentaires, dont ceux accordés au niveau bilatéral par les Etats-Unis. Néanmoins, d'importants fonds semblent encore manquer à la Zambie pour étendre son programme à 100 000 personnes.

Le Sida a tué près de 700'000 personnes en Zambie depuis 1984. Selon, les estimations et les critères retenus, le pays compterait entre 600'000 et 1 million d'orphelins. On estime que 21.5% des adultes âgés de 15 à 49 ans vivent aujourd'hui avec le VIH/SIDA en Zambie. Les taux de prévalence de zones urbaines telles que Ndola et celles de la capitale, Lusaka dépassent les 25%.

Sources : ICTSD, UNICEF, ONUSIDA

UE : Peter Mandelson succède à Pascal Lamy au commerce

Le Portugais José Manuel Barroso, nouveau président de la Commission, a dévoilé la composition du nouvel exécutif européen. C'est le Britannique Peter Mandelson, qui succèdera au Français Pascal Lamy au poste du commerce. Peter Mandelson, 50 ans, forme depuis dix ans avec Tony Blair un tandem unique et qui a résisté à plusieurs épisodes tumultueux. Il devient ministre de l'industrie et du commerce en juillet 1998, mais

présente sa démission au bout de cinq mois, à la suite d'un scandale financier. En novembre 1999, M. Mandelson réintègre le gouvernement, cette fois comme ministre chargé de l'épineux dossier de l'Irlande du Nord. Contraint une seconde fois à la démission, en janvier 2001, pour être soupçonné d'avoir aidé un milliardaire indien à obtenir un passeport britannique, il sera blanchi ultérieurement et réélu député en juin 2001 dans la circonscription de Hartlepool (nord-est de l'Angleterre). Sous son règne, la politique commerciale européenne devrait connaître un profond virage. Ce membre du Labour, co-inventeur de la « troisième voie », chère à Tony Blair est en effet partisan d'une Union réduite à une grande zone de libre-échange transatlantique.

Source : ICTSD, Le Monde, Le Nouvel Observateur

EVÉNEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

EVÉNEMENTS À L'OMC

lundi 20 septembre 2004

- 09.00 - Groupe de travail de l'accession de l'Ukraine
- 10.00 - Groupe de travail des règles de l'AGCS

mardi 21 septembre 2004

- 10.00 - Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (jusqu'à mercredi)
- 10.00 - Groupe de négociation sur les règles — Accords commerciaux régionaux

mercredi 22 septembre 2004

- 10.00 - Comité de l'accès aux marchés

jeudi 23 septembre 2004

- 10.00 - Conseil du commerce des services
- 10.00 - Comité de l'agriculture
- 10.00 - Négociations sur la propriété intellectuelle (Session extraordinaire)

vendredi 24 septembre 2004

- 10.00 - Groupe de travail de la réglementation intérieure

EVÉNEMENTS AILLEURS

20-24 septembre Genève, Suisse, 1ère conférence des parties de la Convention de Rotterdam, Contact: Jim Willis, UNEP Chemicals, Tél. :41-22-797-3460, e-mail : chemicals@unep.ch, internet: www.pic.int

20-24 septembre Rome, Italie, 30e session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Margarita Flores, CFS
e-mail: margarita.flores@fao.org
internet :http://www.fao.org/unfao/govbodies/wfsfi_nal_en.htm

22-24 septembre Genève, Suisse, Réunion d'experts sur les logiciels libres: conséquences générales et incidences sur le développement. CNUCED, Service des affaires intergouvernementales et de la communication, télécopie: +41(0)22 917 0056, adresse électronique: correspondence@unctad.org, internet <http://www.unctad.org/ecommerce>

25-26 septembre Ithaca, New York, USA : Croissance et inégalités en Chine : causes, conséquences et réponses. Xiaobo Zhang, e-mail : x.zhang@cgiar.org, internet : <http://www.ifpri.org/events/conferences/2004/20040925Cornell.pdf>

26-29 septembre Montreux, Suisse : Forum exécutif 2004 : Compétitivité par le biais d'un partenariat public-privé, les leçons et les succès.

International Trade Center (ITC) et Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) e-mail : execforum@intracen.org, Tél. : +4122 730 03 50, internet : <http://www.intracen.org/execforum/>

26-30 septembre Montpellier, France : 8e symposium international sur la biosécurité des OGM. Contact : International Society for Biosafety Research , tel : +33-1-30-83-37-30, fax: +33-1-30-83-37-28, e-mail: isbgmo@versailles.inra.fr, Internet: <http://www.inra.fr/gmobiosafety/aboutsymposium.php>

PUBLICATIONS

En français

Secrétariat ACP (2003) : L'Accord de Cotonou. Manuel à l'usage des acteurs non étatiques. http://www.acpsec.org/ExternalSheet.aspx?ArticleFileName=http://www.acp.int/ACPFiles/2004/nsa_users_guide_fr_rev1.pdf&sessLang=2

CNUCED : rapport sur le commerce et développement 2004. <http://www.unctad.org/Templates/webflyer.asp?docid=5228&intlItemID=3236&lang=2&mode=highlights>

CNUCED : World Investment Report 2004. (en anglais seulement) <http://www.unctad.org/Templates/Webflyer.asp?docID=5209&intlItemID=3235&mode=highlights&lang=2>

OMC : Rapport annuel de l'OMC 2004
Le rapport annuel de l'OMC traite des activités courantes de l'Organisation et donne des renseignements sur sa structure, son personnel et de son budget actuel. Il est publié au premier semestre de chaque année. http://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/anrep_f/anrep04_f.pdf

OMC : The Global Textile and Clothing Industry post the Agreement on Textiles and Clothing.

Le présent document évalue l'incidence probable de la libéralisation des échanges dans le secteur des textiles et des vêtements, avec la fin des contingents d'importation, le 1er janvier 2005, quand le secteur sera assujéti aux règles de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

http://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/discussion_papers5_e.pdf

OMC : The Role of Export Taxes in the Field of Primary Commodities.

Le présent document examine les effets économiques d'une taxe à l'exportation sur les prix des produits de base et le volume des exportations. Il examine comment la richesse résultant d'une taxe à l'exportation est redistribuée entre les consommateurs et producteurs nationaux et étrangers et le gouvernement, et les effets d'une taxe à l'exportation utilisée comme instrument de politique commerciale pour améliorer les termes de l'échange des pays en développement, favoriser la diversification économique et aider les pauvres.

http://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/discussion_papers4_e.pdf

FAO : La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2003-04.

La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2003-04 examine dans quelle mesure les biotechnologies agricoles - notamment les cultures transgéniques - peuvent contribuer à satisfaire les besoins des plus démunis. La conclusion est que les biotechnologies agricoles sont capables de réduire la dépendance à l'égard de produits chimiques toxiques employés en agriculture, de réduire les coûts de production pour les agriculteurs, d'améliorer la teneur nutritive des aliments et d'améliorer l'efficacité la lutte contre les maladies végétales et animales. Ces progrès peuvent accroître fortement la productivité agricole et réduire le prix des aliments, mais le risque est qu'ils ne parviennent pas jusqu' aux pauvres. La publication analyse également les incidences socio-économiques des changements technologiques dans l'agriculture et passe en revues les données actuellement disponibles sur la sécurité des cultures transgéniques pour la santé humaine et

l'environnement. Elle recommande des investissements ciblés dans la recherche et la vulgarisation agricoles, ainsi que dans la capacité de réglementation de ce secteur, pour faire en sorte que le potentiel des biotechnologies agricoles puisse être mis à profit pour satisfaire les besoins des pauvres.

<http://www.fao.org/icatalog/inter-f.htm>

FAO : Donner du pouvoir aux petits agriculteurs. Manuels sur la formation de groupements de producteurs (CD-ROM)

Les organisations rurales réalisent concrètement le développement rural. La FAO a publié depuis le début des années 90 une série de manuels de formation couvrant une large gamme de sujets, allant de la formation des groupes d'entraide ou la gestion des entreprises, jusqu'au développement et au financement des coopératives rurales et aux méthodes d'introduction des approches de groupe dans les projets d'investissement rural à grande échelle. Le présent CD-ROM multilingue rendra la collection complète de ces manuels accessibles à tout utilisateur de PC disposant d'un lecteur de CD-ROM et d'une imprimante. Ces directives sont destinées aux décideurs politiques des gouvernements, aux ONG et aux agents de terrain intéressés ou engagés dans la promotion des groupes de producteurs ou des coopératives pour un développement durable dans les pays en développement.

<http://www.fao.org/icatalog/inter-f.htm>

OCDE: Biomass and Agriculture: Sustainability, Markets and Policies

<http://oecdpublications.gfi-nb.com/cgi-bin/OECDBookShop.storefront/>

En anglais

UNCTAD TRADE AND DEVELOPMENT REPORT 2004. On 16 September, UNCTAD releases its annual trade and development report (TDR). This year, the report focuses on the connections between international trade and finance. According to the TDR, greater openness to international trade and finance has not enabled

developing countries to establish a virtuous interaction between external financing, domestic investment and export growth. The TDR 2004 argues that, to achieve this, a feasible development agenda has to be based on the concept of "coherence". Here, a fundamental question is how to address the problems of trade imbalances originating in the monetary and financial system. To access the report visit <http://www.unctad.org>

ADDRESSING THE IMPACT OF PREFERENCE EROSION IN BANANAS ON CARIBBEAN COUNTRIES. NERA Economic Consulting and Oxford Policy Management OPM (August 2004). This report, commissioned by the UK Department for International Development, sets out to assess the impact on Caribbean countries of the reform -- or tariffication -- of the EU Common Organisation of the Market in Bananas (COMB). The first part of the study, by NERA, examines the impact of different tariff levels on the European market while the second part, by OPM, goes on to examine the development options for Caribbean countries given the price impact of different tariff levels on individual countries. The study concludes with recommendations for future aid strategies. To access the report visit <http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/impactpreferencerosion.pdf>

UTILIZING TRIPS FLEXIBILITIES FOR PUBLIC HEALTH PROTECTION THROUGH SOUTH-SOUTH REGIONAL FRAMEWORKS. By Sisule Musungu, Susan Villanueva, and Roxana Blasetti (South Centre, April 2004). This study analyses the constraints that developing countries have faced in their attempts to utilise the flexibilities in the WTO's Agreement on Trade Related Aspects of Intellectual Property Rights (TRIPS) for public health protection. It argues that strategic regional South-South frameworks will significantly help developing countries devise ways by which national constraints in the use of TRIPS flexibilities can be overcome. To access the report visit <http://www.southcentre.org/publications/flexibilities/flexibilities.pdf>

"Representing Transnational Environmental Interests: New Opportunities for Non-governmental Organization Access within the World Trade Organization". By Michael Mason in ENVIRONMENTAL POLITICS 13 (3,2004) pp. 566-589. What opportunities does the WTO offer for the representation of transnational environmental concerns by NGOs? Even prior to the Seattle protests in 1999, social movement pressure prompted WTO to increase its engagement with civil society groups, derestrict documents, facilitate NGO-oriented symposia and briefings, and extend access to ministerial meetings. A survey of NGO participants in recent WTO environment briefings reveals their positions on current and proposed modes of civil society input, the feasibility and legitimacy of which are discussed. Their recent coalition-building with development NGOs on specific trade campaigns is evidence that transnational environmental NGOs have grasped the need to appeal to developing country interests in order to widen political support for ecological concerns within the WTO.

"'Core Labour Standards' and the Transformation of the International Labour Rights regime". By Philip Alston in the EUROPEAN JOURNAL OF INTERNATIONAL LAW 15 (3, 2004), pp. 457-521. The past decade has seen a transformation of the international labour rights regime based primarily on the adoption of the 1998 ILO Declaration on Fundamental Principles and Rights at Work, and the widespread use of the concept of 'core labour standards'. Notwithstanding the enthusiasm which has greeted these innovations, it is argued that the resulting regime has major potential flaws, including: an excessive reliance on principles rather than rights, a system which invokes principles that are delinked from the corresponding standards and are thus effectively undefined, an ethos of voluntarism in relation to implementation and enforcement, an unstructured and unaccountable decentralisation of responsibility, and a willingness to accept soft 'promotionalism' as the bottom line. The regime needs urgent reforms, such as anchoring the principles firmly in the relevant ILO standards, giving greater substance to

the Follow-up mechanism, extending monitoring under the Declaration to include an empirical overview of practice under the bilateral and regional mechanisms which have invoked ILO principles and the Declaration itself, and adequately funding the commitment to workers' rights.

"A WTO Multilateral Framework For Competition Policy and Trade-Induced Development: Debunking Their Complementarity In Developing Countries". By M. Rafiqul Islam in the JOURNAL OF WORLD INVESTMENT AND TRADE 5 (3, 2004) pp 491-508. The issue of competition has assumed prominence in the global marketplace due to increasing private anti-competitive practices which thwart multilateral trade liberalisation under the WTO. This article examines the history of efforts to devise a global competition policy in the context of the relationship between competition policies and the economic development needs of developing countries. It examines, in particular, the implications that a multilateral or universal competition policy would have for developing countries. It concludes that a WTO multilateral competition policy is a prematurely conceived, rickety idea under the existing circumstances of global trade, especially given the inherent problems of the WTO system, which it examines in some detail.

"The WTO and Agriculture: Why Is India So Furious?" By Suman Modwel in JOURNAL OF WORLD INVESTMENT & TRADE 5 (2, 2004) pp 289-319. This article attempts to explain the perspective of India (and a number of other developing countries) in the continuing negotiations at the WTO on agriculture in the special context of the importance of this sector and of the extremely poor who subsist on it. In juxtaposing this with the incredible levels and varieties of continuing protectionism in the developed world, it attempts also to explain why India is so discontented with the way the trade talks are proceeding.

"Greening Trade in the Americas: an agenda For Moving Beyond the North-South Impasse". By Carolyn Deere in the JOURNAL OF WORLD TRADE 38 (1, 2004) pp 137-153. In November 2003, governments from across the Western Hemisphere met in Miami for the third Summit of the Americas Trade Ministerial to advance negotiations for a Free Trade Area of the Americas (FTAA). At the first Summit of the Americas in Miami in 1994, governments acknowledged the intersections of their social, economic and environmental priorities, calling for progress on all three policy fronts. However, fraught with conceptual and political problems, the ongoing negotiations for a new regional trade agreement for the Americas stand poised to squander the opportunity to refocus attention on this original vision. Conceptually, the FTAA negotiating framework fails to address expressly or coherently either development or environment priorities, despite the fact that all countries in the Americas have articulated clear domestic objectives for each dimension.

ELECTRONIC RESOURCES

UN-NGLS NEW MILLENNIUM DEVELOPMENT GOALS INTERNET PORTAL.

The UN Non-Governmental Liaison Service (UN-NGLS) has created a new portal that provides a basic introduction to the Millennium Development Goals, describes UN, Civil Society, and State action on the goals, and offers tools, links, listserves, and a calendar. The Millennium Development Goals were adopted by all 189 member countries of the United Nations in September 2000. They have gained popularity in development circles and elsewhere as a key tool to unite disparate and sometimes competing development agendas, while being a powerful political tool to hold governments and international institutions accountable. For further information see <http://www.un-ngls.org/mdg>

Retrouvez les informations sur les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD <http://www.ictsd.org/africodev/PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE> © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.
Responsables de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)
Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE (dieye3@hotmail.com), El Hadji Abdourahmane DIOUF (ediouf@ictsd.ch) Bathie Ciss (cissbathietc@yahoo.fr) et Josiane Ramos (jramos@ictsd.ch).

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante :

passerelles@ictsd.ch . Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe

Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante :

passerelles@ictsd.ch . Dans la ligne « Objet », écrivez simplement : unsubscribe